

PRÉFECTURE
DE LA
RÉGION RHÔNE-ALPES

Lyon, le **3 NOV. 1988**

REPUBLIQUE FRANCAISE
A R R E T E

JGAA n° 77-241

Le Préfet de la région Rhône Alpes et du département du Rhône
Officier de la Légion d'honneur

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 83.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets de région ;

VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région Rhône Alpes entendue, en sa séance du 25 mars 1988

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT la nécessité de donner à l'immeuble une mesure de protection pendant la durée de la procédure de classement initiée sur la proposition de la Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

CONSIDERANT que l'usine des eaux de CALUIRE et CUIRE est l'unique et remarquable témoin d'une technologie disparue ;

A R R E T E :

Article 1er : Sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques la pompe à eau, le bâtiment qui l'abrite, ainsi que le bassin de bas service et des bassins filtrants situés 30 chemin de Wette Fays à CALUIRE et CUIRE (Rhône), et cadastrés section AV n° 31 et 45, d'une contenance respective de 1 ha 78 a et 34 a 97 ca, appartenant à la Communauté Urbaine de Lyon par acte administratif du 25 juillet 1979, publié au bureau des hypothèques de LYON le 26 septembre 1979, volume 2430 n° 3 et par acte des 10 et 25 septembre 1981 passé devant Maître CHAINE, notaire à LYON et publié les 19 novembre 1981 et 20 janvier 1982, au bureau des hypothèques de LYON, volume 3167, n° 9.

Article 2 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme, sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département.

Article 3 : Il sera notifié au Préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour Ampliation

EM

l'Attaché,
M^{me} ESTRANGIN

Le Préfet
de la Région Rhône-Alpes
et du Département du Rhône

Gilbert CARRERE